



---

**ASSOCIATION CANADIENNE DES ÉLEVEURS DE BOVINS**

---

CONSULTATION PRÉBUDGÉTAIRE 2022

---

## RECOMMANDATIONS

---

1. Renforcer la capacité du Canada de réagir et de s'attaquer de façon proactive à la santé animale grâce à la création d'une banque nationale de vaccins contre la fièvre aphteuse.
2. En investissant dans des solutions axées sur la nature, reconnaître le secteur bovin comme un partenaire clé dans la lutte contre les changements climatiques et l'amélioration de la biodiversité.
3. Accroître la résilience économique de l'industrie canadienne du bœuf en améliorant les programmes de gestion des risques, la capacité de transformation adéquate et la disponibilité accrue de la main-d'œuvre.
4. Investir dans le financement à long terme de la science et de l'innovation et renforcer la capacité interne d'AAC en matière de recherche axée sur la découverte de risques élevés; Établir un financement stable pour la surveillance nationale de la santé et des maladies animales.
5. Accroître la capacité et l'efficacité du potentiel commercial du bœuf par les moyens suivants :
  - a. l'expansion du PTPGP, la négociation d'un accord de libre-échange permanent avec le Royaume-Uni et l'exploration de nouveaux marchés;
  - b. optimiser l'accès à l'AECG, y compris l'indemnisation lorsque les déséquilibres du commerce du bœuf ne peuvent être corrigés;
  - c. obtenir un accès technique accru pour un plus large éventail de produits du bœuf sur les marchés asiatiques; et
  - d. améliorer les ressources commerciales pour permettre l'optimisation en temps opportun des accords commerciaux actuels.
6. Bâtir des collectivités rurales fortes grâce à des investissements dans les infrastructures.

---

## INTRODUCTION

---

Alors que le gouvernement du Canada regarde au-delà de la pandémie pour se tourner vers la relance économique, les producteurs de bœuf du Canada sont en mesure de réaliser les priorités communes du gouvernement en matière de relance économique et de durabilité environnementale. En 2020, malgré les défis importants liés à la COVID-19, le secteur canadien du bœuf a connu une cinquième année d'exportations record, avec une croissance importante à l'horizon, ce qui a fait de notre secteur un contributeur net clé à la stabilité et à la croissance de l'économie canadienne. L'industrie bovine est l'un des plus importants secteurs agricoles du Canada, contribuant pour 21,8 milliards de dollars au PIB et soutenant 347 672 emplois équivalents temps plein.

Les priorités de l'ACEB s'appuient sur la relance économique en raison de la pandémie du gouvernement du Canada, ainsi que sur les récents efforts des Systèmes alimentaires des Nations Unies et de la CdP 26, combinés aux objectifs de 2030 du secteur du bœuf, afin de les harmoniser avec les mandats et les objectifs du gouvernement du Canada en matière de relance économique et pousser plus loin dans une économie verte.

---

## ENVIRONNEMENT

---

Alors que nous nous tournons vers l'avenir qui met l'accent sur une économie verte, l'ACEB et ses partenaires de l'industrie et de l'environnement ont récemment établi des objectifs pour 2030, notamment réduire l'empreinte de GES du secteur de 33 %, séquestrer 3,4 millions de tonnes supplémentaires de carbone, réduire le gaspillage alimentaire de 50 % et conserver 35 millions d'acres de prairies. Pour aider à atteindre ces objectifs environnementaux pour 2030, l'ACEB recommande de reconnaître les producteurs de bœuf comme un élément clé de la solution pour lutter contre les changements climatiques et maintenir la biodiversité en :

- Établissant davantage des programmes de paiement de type services écosystémiques afin d'encourager directement et justement les producteurs de bœuf dans leurs efforts de conservation, comme l'enchère inversée annoncée dans le budget de 2020;
- Soutenant la conservation des habitats grâce à des programmes comme ALUS, MultiSAR, Cows and Fish, etc. en améliorant le financement du PEPTA et en élargissant la disponibilité, l'accès et la capacité à l'échelle régionale;
- Investissant dans la capacité et la programmation stratégiques de recherche et de vulgarisation environnementales en partenariat avec des partenaires de l'industrie, y compris le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie, afin de réaliser les priorités clés de la Stratégie (quinquennale) nationale de recherche sur le bœuf et de transfert de technologie.
- Investissant dans des outils et des conseils pour veiller à ce que les agriculteurs et les éleveurs canadiens participent activement et avec confiance aux systèmes de compensation des émissions de carbone;
- Incluant la conservation et la plantation de prairies, de pâturages et de champs de foin indigènes et cultivés dans le cadre de l'engagement du gouvernement de planter deux milliards d'arbres; et
- Améliorant les solutions climatiques naturelles, comme l'amélioration du pâturage, la conservation des prairies et des terres humides et le pâturage silvopastoral, afin de réduire les charges de combustible d'incendie.

Un rapport récent de Nature United, en collaboration avec 16 autres établissements de recherche, a montré que les Solutions climatiques naturelles peuvent réduire les émissions du Canada jusqu'à 78 mégatonnes d'éq. CO<sub>2</sub> par année et que la conservation et la gestion des prairies représentent la plus grande occasion pour 2030. Pour tirer parti de cette occasion, l'industrie du bœuf a établi des partenariats avec la communauté

environnementale au cours des dernières années afin d'offrir des solutions collaboratives qui accroissent la biodiversité, améliorent le stockage du carbone, renforcent la résilience aux inondations et aux sécheresses, entre autres avantages environnementaux. L'ACEB encourage le gouvernement à élargir et à développer ces programmes existants qui ont déjà des réseaux et de la crédibilité sur le terrain, partout au pays. Voici des exemples de ces types de collaborations agroenvironnementales :

- MultiSAR, Cows and Fish et ALUS qui travaillent en partenariat avec les agriculteurs et les éleveurs pour restaurer et améliorer l'habitat des espèces dans les fermes et les ranchs;
- Canards Illimités Canada, qui s'est associé à Cargill et McDonald's pour conserver 125 000 acres; et
- La Table ronde canadienne sur le bœuf durable (TRCBD) qui permet la vente de bœuf certifié durable sur le marché.

---

## SANTÉ ANIMALE

---

L'ACEB appuie sans réserve l'initiative de Santé animale Canada visant à contrer de façon proactive la menace réelle d'une épidémie de maladie animale étrangère qui serait catastrophique pour l'industrie canadienne du boeuf.

La récente pandémie de COVID-19 a démontré la nécessité d'une utilisation efficace et efficiente des vaccins. Dans le secteur de l'élevage, la menace de fièvre aphteuse est grave et pourrait avoir des répercussions financières de 50 à 60 milliards de dollars sur l'économie canadienne. Investir dans une banque canadienne de vaccins contre la fièvre aphteuse éviterait des pertes catastrophiques pour le secteur et l'ensemble de l'économie canadienne. Pour donner suite à notre lettre conjointe avec les Producteurs laitiers du Canada demandant du financement pour une banque de vaccins contre la fièvre aphteuse, l'ACEB exhorte AAC et l'ACIA à établir une banque canadienne de 30 millions de doses de vaccin contre la fièvre aphteuse, composée de 2,5 millions de doses chacune de 12 concentrés de vaccins contre la fièvre aphteuse différents. Le coût annuel prévu est de 3,2 millions de dollars, y compris les essais de puissance et d'autorisation. Nous demandons que des ressources soient affectées à l'établissement d'une banque canadienne de vaccins contre la fièvre aphteuse dans le budget fédéral 2022. Il s'agit d'une priorité clé pour les producteurs de boeuf canadiens afin d'assurer leur viabilité économique à l'avenir.

---

## COMMERCE ET MARKETING

---

Le Canada est un leader mondial dans la production de boeuf de grande qualité, 50% du boeuf canadien étant exporté dans plus de 58 pays. Le secteur agricole canadien est concurrentiel à l'échelle mondiale et prospère grâce à un accès stable et ouvert aux marchés mondiaux. Toutefois, les obstacles à l'accès aux marchés deviennent de plus en plus pernicieux, car les questions sanitaires et phytosanitaires et les obstacles non tarifaires augmentent les risques et réduisent les possibilités d'exportation. Des problèmes importants et persistants d'accès aux marchés continuent de nuire au secteur et, en fin de compte, aux ambitions du gouvernement d'atteindre 75 milliards de dollars en exportations agroalimentaires d'ici 2025.

L'ACEB se réjouit de l'accès amélioré aux marchés qui a été obtenu ces dernières années grâce à l'ACEUM, à l'ALECC et au PTPGP. L'ACEB appuie fermement l'expansion continue du libre-échange ainsi que le leadership du Canada pour maintenir et renforcer l'Organisation mondiale du commerce.

Bien que le Canada ait la chance d'avoir des accords commerciaux solides qui ont réduit les droits de douane sur de nombreux marchés, les obstacles non tarifaires au commerce deviennent des obstacles courants au commerce mondial, y compris dans les pays où les accords commerciaux sont déjà en vigueur. Alors que la croissance des obstacles au commerce continue de surpasser notre succès dans la résolution des problèmes, il est clair et urgent que le Canada redouble d'efforts pour trouver des solutions et s'engager à résoudre et à prévenir ces défis complexes, en particulier dans les marchés émergents clés.

En 2021, l'ACEB a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement du Canada pour que la demande relative à l'ESB présente un risque négligeable. Ce changement de statut de risque facilitera l'accès élargi aux marchés étrangers pour divers produits du bœuf actuellement limités par les restrictions de l'ère de l'ESB.

L'ACC recommande d'accroître la capacité de relever les défis liés à l'accès aux marchés. Un exemple serait d'élargir nos efforts dans la région indo-pacifique en créant un nouveau Bureau de diversification indo-pacifique. Ce Bureau devrait avoir pour mandat de prévenir et de résoudre les problèmes d'accès aux marchés agricoles dans la région grâce à un personnel multidisciplinaire d'experts couvrant la santé des végétaux et des animaux, la réglementation, la politique agricole et commerciale. Le Bureau compléterait le personnel actuel dans la région et fournirait les ressources techniques nécessaires pour traiter les questions nouvelles et actuelles d'accès aux marchés, approfondir les liens, soutenir le renforcement des capacités régionales et empêcher l'apparition de nouveaux obstacles au commerce.

L'Asie demeure une priorité pour la croissance économique potentielle des producteurs de bœuf. L'ACEB encourage l'expansion du PTPGP et l'élargissement de l'accès aux marchés pour les abats de bœuf canadiens et le bœuf de plus de 30 mois dans de nombreux marchés asiatiques. Le taux tarifaire plus élevé du Canada sur le marché sud-coréen que celui de ses concurrents et les restrictions actuelles à l'exportation sur le marché font des négociations Canada-Corée du Sud une priorité pour les producteurs de bœuf.

L'ACEB prévoit également que le Royaume-Uni, notre plus important partenaire commercial dans le cadre de l'AECG, sera un marché intégral pour le bœuf canadien et recommande d'aller de l'avant avec un accord de libre-échange complet fondé sur les fondements du PTPGP. Bien qu'il y ait des possibilités, les défis commerciaux actuels doivent également être relevés. Par exemple, le déficit commercial global du bœuf entre le Canada et l'Union européenne (qui comprend le Royaume-Uni) était de 0,5 million de dollars en 2018, de 17,3 millions de dollars en 2019 et de 96,8 millions de dollars en 2020. L'ACEB est très préoccupée par la façon dont le commerce du bœuf avec l'UE et le Royaume-Uni a progressé et a récemment demandé une indemnisation pour corriger le déséquilibre préoccupant causé par un certain nombre de facteurs limitatifs au commerce.

Des activités promotionnelles continues et accrues qui différencient les produits canadiens et qui tirent parti de la réputation du Canada en matière d'aliments sains et de grande qualité sont essentielles à la croissance continue. L'ACEB recommande de promouvoir une saine alimentation des produits agricoles canadiens, y compris le bœuf, au Canada et à l'étranger. De plus, le Canada doit améliorer les ressources en matière d'accès aux marchés pour optimiser en temps opportun les accords commerciaux actuels, comme le font les pays concurrents.

---

## RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

---

Les agriculteurs et les éleveurs voient de leurs propres yeux les répercussions des changements environnementaux et climatiques. Les programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) et les investissements dans les infrastructures essentielles sont essentiels à la gestion des risques, particulièrement à mesure que la volatilité des marchés et les conditions météorologiques extrêmes continuent de toucher les agriculteurs et les éleveurs. La sécheresse et les feux de forêt de 2021 ont eu des répercussions directes sur les producteurs de bœuf de la Colombie-Britannique à l'Ontario, et les répercussions sur l'ensemble de l'industrie se feront sentir au cours des prochains mois et des prochaines années. Les recommandations de l'ACEB aideront les producteurs à prendre des décisions économiquement viables et à devenir de plus en plus résilients aux risques climatiques, commerciaux et de production auxquels ils font face.

Certains aspects des programmes de GRE offrent une couverture inéquitable entre les secteurs agricoles et les régions. Pour améliorer les programmes de GRE, l'ACEB recommande :

- Faire de l'assurance des prix du bétail (LPI) un programme permanent de GRE qui ne dépend pas du renouvellement en vertu de chaque cadre stratégique pour l'agriculture. Élargir la LPI pour permettre la participation des producteurs de bétail partout au Canada afin que l'industrie nationale du boeuf puisse croître, y compris dans les Maritimes, où il n'y a pas actuellement de LPI. Les jeunes producteurs de bœuf profitent grandement de la LPI, car elle accroît leur capacité d'obtenir du financement et de survivre aux ralentissements du marché.
- Apporter des modifications à la disposition de report de l'impôt sur le bétail qui permettraient aux producteurs de choisir eux-mêmes quand l'outil peut être utilisé et de s'assurer que tous les bovins sont admissibles en vertu de la disposition de report. Des événements plus fréquents comme des sécheresses généralisées, des inondations ou des incendies forcent souvent les producteurs à vendre des animaux comme des veaux et des reproducteurs plus tôt que prévu, ce qui résulte en plus d'une vente au cours d'un exercice financier avec répercussions fiscales débilantes, et le report d'impôt aide les producteurs à mieux s'adapter financièrement.
- Accroître le financement des programmes Agri-stabilité et Agri-relance afin d'améliorer la protection des agriculteurs et des éleveurs contre les intempéries et la volatilité extraordinaire des marchés.
- Accroître le financement pour les infrastructures améliorées qui renforcent la résilience face à la probabilité d'événements météorologiques plus fréquents et violents, comme les infrastructures hydrauliques, y compris l'aménagement de puits et de mares-réservoirs, l'irrigation et le canal de sortie du lac Manitoba et du lac St. Martin.

À la suite du statut de risque négligeable de l'ESB plus tôt cette année, l'ACEB recommande au gouvernement de mettre à jour les exigences en matière de retrait de Matières à risque spécifiées du Canada qui rendent l'industrie de la transformation du Canada moins concurrentielle que ses concurrents internationaux.

La main-d'oeuvre continue d'être un facteur limitant pour les exportations de boeuf et le potentiel de croissance du Canada. Il manque 1 700 travailleurs dans le secteur du bœuf (sondage du CCRHA, 2017) et on s'attend à ce que le secteur en manque plus de 14 000 d'ici 2029. L'ACEB recommande au gouvernement de veiller à ce que le nouveau Programme pilote sur l'immigration agroalimentaire atteigne son objectif de combler les pénuries de main-d'oeuvre et d'accroître les compétences et l'offre de main-d'oeuvre dans les secteurs de l'agriculture primaire et de la transformation agroalimentaire.

L'ACEB recommande au gouvernement d'assurer la compétitivité du secteur de la transformation du Canada en harmonisant notre cadre réglementaire avec celui des États-Unis et de veiller à ce que le Canada dispose d'un secteur de la transformation résilient qui peut faire face aux hausses saisonnières ou à toute interruption possible de la transformation.

---

## INNOVATION

---

L'industrie canadienne du bœuf a la possibilité et la capacité démontrée d'améliorer continuellement sa productivité et sa performance environnementale, tout en maintenant la gérance de l'air, de l'eau et des sols. L'innovation continue profite aux producteurs et à l'économie tout en assurant le maintien de prairies cruciales qui contribuent à la séquestration du carbone, à la biodiversité et à l'habitat faunique. Pour assurer la prospérité et la durabilité de l'industrie agricole, l'ACEB recommande au gouvernement d'augmenter le financement de la recherche appliquée en agriculture qui appuie la productivité de l'industrie et la durabilité économique, tout en faisant progresser les objectifs environnementaux du Canada. Le financement de la recherche à long terme à haut risque est également essentiel dans des domaines comme la sélection végétale et le développement de variétés, l'amélioration génétique, etc. pour tirer parti des possibilités offertes par les technologies émergentes.

Il est primordial de renforcer l'infrastructure de recherche d'AAC, y compris l'abattoir de recherche d'AAC inspecté par le gouvernement fédéral à Lacombe, pour appuyer la recherche sur la précommercialisation liée

à la productivité, à l'automatisation, à la qualité et à la salubrité alimentaire afin d'appuyer les objectifs liés à l'exportation et à la production à valeur ajoutée.

La capacité de l'agriculture canadienne de faire face aux menaces que posent les pathogènes animaux et la résistance émergente aux antimicrobiens auront d'importantes répercussions sur la santé à court et à long terme de l'agriculture canadienne, tant au pays qu'à l'étranger. Des réseaux nationaux de surveillance adéquatement financés et coordonnés sont essentiels pour cibler les priorités en matière de recherche, de réglementation et de politiques liées à la santé animale et aux préoccupations sanitaires et phytosanitaires liées au commerce. Le cadre actuel de financement de la surveillance, ou plutôt l'absence de cadre de financement, repose en grande partie sur des programmes provinciaux fragmentaires et incohérents, tandis que l'agriculture canadienne s'étend d'une province à l'autre et dépend fortement des exportations internationales. L'ACEB recommande que le gouvernement veille à l'élaboration d'un cadre de financement stable et à long terme pour la surveillance nationale de la santé animale, des maladies et des antimicrobiens.

---

## COLLECTIVITÉS RURALES FORTES

---

Pour avoir accès aux composantes de base d'une partie importante de notre économie nationale, les gens doivent être disposés et désireux de vivre et de travailler dans les collectivités rurales du Canada, ce qui renforcera les chaînes d'approvisionnement essentielles au Canada. L'ACEB félicite le gouvernement fédéral pour les récents investissements qu'il a faits dans le cadre du Rural Broadband Fund dans le cadre d'un ensemble plus vaste de mesures de soutien en milieu rural. L'ACEB recommande d'engager des investissements financiers essentiels dans l'infrastructure rurale, notamment l'irrigation, les écoles, les soins de santé, les routes, les ponts, l'élargissement de l'accès à Internet à large bande en milieu rural et l'atténuation des inondations. Ces investissements feront en sorte que le Canada rural demeure un endroit attrayant où vivre et travailler, et assureront la circulation continue des biens essentiels au Canada et dans le monde — de nombreux produits agroalimentaires en provenance et à travers le Canada rural.

### POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS :

---



**Jennifer Babcock**

Gestionnaire principale, Relations gouvernementales

Association canadienne des éleveurs de bovins

[babcockj@cattle.ca](mailto:babcockj@cattle.ca)